

**LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS-UNIES SUR LA SYRIE****Tous unis pour la Syrie : Arrêtons un an de massacre**

Un an après le début du soulèvement populaire en Syrie, nous sommes attristés de constater que des divisions au sein du Conseil de Sécurité empêchent l'élaboration d'une réponse internationale unifiée et proactive à la crise. L'ultime responsabilité des violences revient à ceux qui ont, en Syrie, commandité, permis ou directement commis ces crimes horribles. Cependant, les divisions au sein de la Communauté Internationale ont donné au gouvernement d'Assad un permis de tuer. Ce permis doit maintenant lui être retiré.

Le recours continu à la force meurtrière par le gouvernement d'Assad à l'encontre de son propre peuple compte parmi les pires cas de violences délibérées contre une population civile que nous connaissons dans l'histoire récente. Rien ne peut justifier de tels agissements. A la vue des bombardements massifs dans les zones civiles et de l'accroissement du nombre de victimes parmi les femmes et les enfants, nous rappelons les conclusions du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies : des crimes contre l'humanité auraient été commis et les responsables de ces crimes devront répondre de leurs actes.

Nous craignons que l'impasse actuelle paralysant la stratégie internationale n'entraîne une augmentation des initiatives, telles que l'armement du régime et de l'opposition, qui risqueraient de prolonger le conflit et les souffrances.

Pour débloquer la situation, nous devons voir la Russie travailler à nouveau avec les autres partenaires internationaux. Nous appelons le gouvernement russe à se joindre aux efforts collectifs pour mettre un terme rapidement au conflit et restaurer la paix et la stabilité en Syrie et dans la région. Nous saluons sincèrement la nomination de Mr Annan comme émissaire conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie. La Communauté internationale doit maintenant le soutenir unanimement, avec force pour qu'il puisse développer une étroite relation de travail avec tous les gouvernements, incluant la Russie et la Chine, ainsi que les acteurs non étatiques, afin de dépasser les dissensions paralysantes. Bien que nous comprenions qu'il n'y a pas de sortie facile à cette crise, l'obligation morale de trouver un terrain d'entente pèse sur les membres du Conseil de Sécurité. Ne faisons pas d'erreur. La crédibilité et la position internationale de tout Etat qui resterait inactif face à cette tragédie évitable seraient sévèrement endommagées.

Nous exhortons les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unie à s'unifier et à adopter par consensus une résolution qui doit inclure :

1. Un appel adressé aux autorités syriennes pour qu'elles cessent toutes attaques contre la population, retirent les forces armées et de sécurité des villes et zones habitées, garantissent que les manifestations pacifiques ne soient pas ciblées et relâchent tous les prisonniers politiques et détenus emprisonnés depuis le début de la révolte. Tous les acteurs armés doivent également stopper l'utilisation de la violence.
2. Des pressions sur le gouvernement syrien pour qu'il facilite la mise en œuvre d'une aide humanitaire d'urgence indépendante et impartiale, proportionnée aux besoins, qu'il permette l'évacuation des blessés se trouvant dans les zones de violences et qu'il soutienne un accès effectif pour les organisations humanitaires. Une attention toute particulière doit être portée à l'obtention pour ceux qui en ont besoin d'un accès sûr aux hôpitaux civils et à la livraison de matériel médical adéquate, conformément au droit international.

A l'occasion de l'anniversaire du soulèvement syrien, nous rendons hommage à la mémoire des milliers de civils qui ont perdu la vie au cours de leur quête pacifique pour un avenir plus juste et prometteur. Aujourd'hui nous incombe la responsabilité d'agir sans délai pour éviter la mort prochaine de milliers d'autres hommes, femmes et enfants.

Veillez agréer l'expression de nos salutations distinguées,

**Andreas van Agt**, Ancien Premier Ministre des Pays-Bas

**Lyudmila Alexeyeva**, Chef du Groupe d'Helsinki de Moscou, Russie

**Kwame Anthony Appiah**, Ecrivain, Ghana

**Sadik Jalal Al-Azm**, Philosophe, Syrie

**Hon Lord Paddy Ashdown**, Ancien Haut Représentant des Nations-Unies pour la Bosnie-Herzégovine, Royaume-Uni

**Lloyd Axworthy**, Ancien Ministre Affaires étrangères du Canada

**Bertrand Badie**, Professeur Sciences-Po Paris, France

**Robert Badinter**, Ancien Ministre de la Justice, France

**Souhayr Belhassen**, Présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Tunisie

**Pascal Boniface**, Directeur de l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques), France

**Rony Brauman**, Ancien Président de Médecins Sans Frontières, France

**Sir Tony Brenton**, Ancien Ambassadeur britannique en Russie (2004-8)

**Hans van den Broek**, Ancien Ministre Affaires étrangères des Pays-Bas; Commissaire Européen aux Relations Extérieures

**Gro Brundtland**, Ancien Premier Ministre, Norvège

**Fernando Henrique Cardoso**, Ancien Président de la République Fédérative du Brésil

**Lt-Gén l'Honorable Roméo Dallaire**, Ancien Commandant de la MINUAR, La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda, Canada

**Basil Eastwood**, Ancien Ambassadeur britannique en Syrie (1996-2000)

**Shirin Ebadi**, Prix Nobel de la Paix (2003), Iran

**Umberto Eco**, Ecrivain, Italie

**Jan Egeland**, Ancien secrétaire général Adjoint des Nations-Unies aux Affaires Humanitaires, Norvège

**Ali Fakhro**, Président de l'Arab Democracy Foundation, Bahreïn

**Leymah Gbowee**, Prix Nobel de la Paix (2011), Liberia

**Justice Richard Goldstone**, Ancien Procureur du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, Canada

**David Grossman**, Ecrivain, Israël

**Jean-Claude Guillebaud**, Fondateur de Reporters Sans Frontières, France

**Jürgen Habermas**, Philosophe, Allemagne

**Stéphane Frédéric Hessel**, ancien Ambassadeur auprès des Nations-Unies, France

**Bianca Jagger**, Ambassadrice de bonne volonté du Conseil de l'Europe, Nicaragua

**Kamal Jendoubi**, Président Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme, Tunisie

**Baroness Glenys Kinnock**, Ancien Ministre britannique pour l'Afrique et les Nations-Unies

**F W de Klerk**, Ancien Président d'Afrique du Sud

**Zaki Laïdi**, Professeur, Sciences-Po Paris, France

**Mairead Maguire**, Prix Nobel de la Paix (1976), Irlande

**Hon Sir John Major**, Ancien Premier Ministre, Royaume-Uni

**Clovis Maksoud**, Ancien Ambassadeur de la Ligue Arabe, Liban

**Rigoberta Menchú Tum**, Prix Nobel de la Paix (1992), Guatemala

**Pierre Micheletti**, Ancien Président Médecins du Monde, France

**David Miliband**, Ancien Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires Etrangères

**Marwan Muasher**, Ancien Premier Ministre adjoint et Ministre des Affaires étrangères de Jordanie

**C.S.R. Murthy**, Professeur, School of International Studies, Jawaharlal Nehru University, Inde

**Adolf Muschg**, Ecrivain et professeur de littérature, Suisse

**Ana de Palacio**, Ancien Ministre espagnol des Affaires étrangères

**Rt Reverend Stephen Platten**, Evêque de Wakefield, Royaume-Uni

**Hans-Gert Pöttering**, Ancien Président du Parlement Européen, Allemagne

**Reubens Ricupero**, Ancien Secrétaire Général du CNUCED; Ancien Ministre des Finances du Brésil

**Mary Robinson**, Ancienne Présidente d'Irlande, Haut-commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme

**Gesine Schwan**, Présidente de HUMBOLDT-VIADRINA School of Governance, Allemagne

**Peter Singer**, Philosophe, Australie

**K.C. Singh**, Ancien Secrétaire Indien aux Affaires étrangères

**Aleksander Smolar**, Président de la Fondation Stefan Batory, Pologne

**Pär Stenbäck**, Ancien Ministre des Affaires étrangères de Finlande

**Desmond Tutu**, Archevêque anglican émérite du Cap, Afrique du Sud, Prix Nobel de la Paix

**Richard von Weizsäcker**, Ancien Président de la République Fédérale d'Allemagne

**Jody Williams**, Prix Nobel de la Paix (1997), Etats-Unis

**Mokhtar Yahyaoui**, Président du Centre Tunisien pour l'Indépendance de la Justice, Tunisie